



## **Pas d'économies sur la santé ! Soutien à la mobilisation du 29 octobre.**



### **Pour un plan d'urgence d'accès aux soins.**

Alors que notre système de soins est à l'agonie, que des malades meurent sur des brancards dans des services d'urgence, le gouvernement Barnier prétend faire faire de nouvelles économies à la Sécurité Sociale.

Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2025 veut augmenter le ticket modérateur des consultations, pénalisant les assurés sociaux directement pour plus de 2 millions de personnes sans mutuelle ou indirectement par la hausse des cotisations des mutuelles.

Ce sont aussi des mesures pour réduire les dépenses d'arrêts de travail ou de transports sanitaires, comme si la population choisissait d'être malade ou d'habiter loin de l'hôpital, alors même que des services de proximité ferment et que la réduction des durées d'hospitalisation multiplie les allers et retours à l'hôpital.

L'hôpital est mis à la diète : alors même que la Fédération Hospitalière de France, dirigée par Arnaud Robinet, soutien de l'actuel gouvernement, demande 6 % d'augmentation de l'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie), ce n'est que 3,1 % qui serait consenti aux hôpitaux, la moitié consacrée d'ailleurs à l'augmentation des cotisations retraites des salariés de la fonction publique hospitalière.

À tel point que la Sécu va lancer une campagne de contrôle des radiologues, le remboursement de leurs actes ne cesse de grimper et a bondi de 6,8% entre 2022 et 2023. Selon la commission des affaires sociales du Sénat « le marché français de l'imagerie médicale enregistre 3 milliards d'euros de recettes dont 20 à 30% sont financiarisés », c'est à dire livré aux appétits du secteur privé.

Le service public n'investit pas, faute de moyens, laissant la place au secteur privé, imagerie et laboratoire en particulier, plus coûteux à terme pour la Sécurité Sociale. L'hôpital, les EHPAD, le médico-social manquent de personnels et beaucoup abandonnent le métier, tout simplement car elles, ils, n'en peuvent plus de manquer de temps pour prendre correctement en charge les malades, d'être soumis à une gestion tournée vers la rentabilité financière et non l'humain.

Alors qu'il faudrait décider un moratoire sur les fermetures et un grand plan de formation des soignant-es, donner des moyens aux facultés de médecine, écouter les professionnel-les et les usager-ères, le gouvernement s'entête à poursuivre l'austérité hospitalière.

Devant la situation indigne et insupportable de notre système de santé, les organisations syndicales des personnels de santé et du médico-social appellent à une journée de mobilisation le 29 octobre, au début du débat parlementaire, pour faire entendre leurs revendications et défendre une prise en charge de qualité, accessible dans la proximité pour toute la population. La Coordination Nationale des Comités de défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité appelle ses comités et la population à un soutien actif.

Dés à présent, signez et faites signer la pétition lancée : [Nous voulons un "électro choc" pour sauver l'hôpital public et notre système de santé et d'action sociale !](#)

[https://www.change.org/p/sauvons-l-hopital-public-et-notre-systeme-de-santé-et-d-action-sociale?recruiter=858912540&recruited\\_by\\_id=1ee24310-17be-11e8-99e3-03736ab79bee&utm\\_source=share\\_petition&utm\\_campaign=share\\_for\\_starters\\_page&utm\\_medium=copylink](https://www.change.org/p/sauvons-l-hopital-public-et-notre-systeme-de-santé-et-d-action-sociale?recruiter=858912540&recruited_by_id=1ee24310-17be-11e8-99e3-03736ab79bee&utm_source=share_petition&utm_campaign=share_for_starters_page&utm_medium=copylink)

**25 Octobre 2024**